

Zeitschrift: Domaine public
Band: - (2009)
Heft: 1842

Artikel: Dépenses publiques : un éclair de lucidité! : Il y a de fausses économies qui coûtent cher à plus long terme, et des bénéfices qui ne peuvent intervenir faute d'investissements préalables
Autor: Erard, Lucien
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013975>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

la valeur du point TARMED ou qu'ils multiplient les actes médicaux. Enfin, le système de santé devra financer également

les nouvelles pharmacies.

Ce qui devrait réduire les coûts de la santé risque donc bien

plutôt de les augmenter.

Lucien Erard

Dépenses publiques: un éclair de lucidité!

Il y a de fausses économies qui coûtent cher à plus long terme, et des bénéfiques qui ne peuvent intervenir faute d'investissements préalables

Lucien Erard (23 octobre 2009)

Ces jours derniers trois conseillers fédéraux découvrent presque ensemble que la réduction des dépenses, objectif numéro un du gouvernement, pourrait bien coûter très cher à notre pays. Passons sur les cauchemars d'Ueli Maurer qui voit son rêve d'une armée suisse la meilleure du monde passer à la trappe: nous n'en avons pas besoin! Micheline Calmy-Rey s'inquiète du manque de moyens du département fédéral des affaires étrangères face aux défis qui nous attendent, mais elle se trompe de remède: nous ne manquons pas de diplomates; par contre notre législation, qui fait fi des principes de justice fiscale et d'égalité, provoque la légitime colère des pays qui voient fuir une partie de leurs contribuables. Notre mentalité d'écureuil devient dramatique lorsqu'elle nous conduit à épargner, soit disant pour ne pas charger les prochaines générations, au lieu d'investir. Moritz Leuenberger a lancé un cri d'alarme. Il faut investir bien davantage dans nos infrastructures.

Aberrant: ce pays sait qu'il vit des conditions-cadre offertes aux investisseurs privés et aux entreprises qu'il veut attirer, mais laisse le cadre de vie de la

population se détériorer progressivement faute d'investissements suffisants. Et si Moritz Leuenberger n'a parlé que chemin de fer, c'est que sa fibre écologique lui interdisait de parler routes. D'autres, dans les cantons, se désolent du manque de logements, de l'appauvrissement d'une partie de la population, du sentiment d'insécurité qui fait le lit de l'extrême droite, faute d'argent pour la police, la justice, les prisons, faute d'argent surtout pour traiter humainement les sans-papiers, les jeunes sans travail; faute d'argent pour relancer l'économie et offrir à chacun un emploi.

Mais il y a plus grave, comme les deux membres du gouvernement responsables du dossier ne devraient pas tarder à le dire. Ce sont les économies sur ce qu'on se plaît à qualifier de «*notre seule matière première*», la connaissance, la science, la recherche, l'éducation, la formation. Le manque de moyens a des conséquences à long terme, à tous les niveaux, du jardin d'enfants aux hautes écoles de réputation, pour combien de temps encore, internationale.

Les statistiques sont claires: trop de gens arrêtent trop tôt leur formation et leurs

qualifications ne répondent plus aux besoins de l'économie ni de la société, le récent rapport des académies (DP 1838) le souligne avec raison. Dans beaucoup de cantons, dans de nombreuses filières, existe *de facto* un véritable *numerus clausus* dont personne ne parle jamais. Le nombre de places de formation étant limité pour des raisons financières, l'accès aux études secondaires et à de très nombreuses filières de formations post obligatoires font en réalité l'objet d'un véritable concours: faire croire que les éliminés sont incompetents suffit à les faire taire. Mais ce vrai gâchis a des conséquences économiques et politiques dramatiques.

Un des exemples les plus frappants: 30% des médecins dans les hôpitaux suisses ont un diplôme étranger; ils suppléent aux jeunes à qui l'accès aux facultés de médecine a été refusé en Suisse. Mais il y a bien d'autres cas: des dizaines de milliers de frontaliers viennent chaque jour remplacer nos enfants insuffisamment formés faute de places d'apprentissage, faute d'écoles dans l'horlogerie, la mécanique, la santé, le social. Combien parmi les milliers de Genevois au chômage n'ont pas

eu la chance de bénéficier d'une formation suffisante?

Reste à comprendre pourquoi ce pays, un des plus riches du monde, est aussi avare quand il s'agit d'investir. Longtemps plus riche que d'autres, la Suisse a pu financer son ménage public avec des impôts plus bas qu'ailleurs. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Or une concurrence fiscale

ruineuse entre les cantons finit par nous priver des impôts des contribuables les plus riches et des entreprises, trop mobiles. La démocratie directe, qui permet aux contribuables de voter les impôts qu'ils devront payer – ce que personne au monde ne peut comprendre – joue toujours plus un rôle de frein dès lors que l'essentiel de la charge fiscale retombe sur la classe moyenne. Le poids des

lobbies, l'emprise de l'idéologie libérale laissent croire que les entreprises et le marché suffisent à eux seuls à développer l'économie, à condition qu'on évite de s'endetter, qu'on supprime toute entrave, notamment fiscale. Or l'Etat ne doit pas être géré comme un ménage privé. Notre mentalité de boutiquier a des conséquences dommageables.

Ce que la crise aura révélé à la gauche socialiste

Le PSS a raison de se préparer à la sortie d'une crise qui aura mis en évidence des transformations de fond. Mais il aurait tort de ne pas y réfléchir d'abord

Yvette Jaggi (22 octobre 2009)

Investir dans les énergies renouvelables pour en tripler la part dans la consommation globale d'ici 2030. Instituer un salaire minimum équivalent à 60% au moins du salaire médian payé en Suisse pour mettre fin au dumping salarial. Tels sont les objectifs des deux initiatives populaires fédérales que, suivant l'avis concordant de la base et des sections, le Congrès du PSS a décidé samedi dernier de lancer dès l'an prochain. Habile combinaison pour mieux sortir de la crise, par la double porte rose et verte. Ainsi, le PS fait également droit à ses deux priorités et sensibilités complémentaires, la défense des travailleurs et la protection de l'environnement. Voilà un parti qui garde les pieds sur terrain connu. Pas de raison de s'aventurer en zones moins balisées: écartés les débats sur la décroissance et l'antiproduktivisme, sur la résurgence de l'économie-casino malsainement prospère,

sur la bonne gestion des biens collectifs étudiée par Elinor Ostrom, Prix Nobel d'économie 2009.

Côté PS donc, les principaux axes de la campagne pour les élections nationales de 2011 sont désormais connus. Reste à les développer et surtout à les insérer dans le vaste et long processus de révision du programme du parti. Reste aussi à rendre le tout plus lisible, à en faire mieux apparaître la cohérence. En commençant par le traditionnel label «socialiste» et le nouveau logo «oui», qui méritent tous deux clarification et réinterprétation dans les circonstances actuelles.

Plus important encore. Le moment est venu d'une analyse critique ainsi que d'une réflexion sur les effets de la crise, dont le PSS ne peut plus faire l'économie. Car cette dure période aura permis à la gauche d'une part d'améliorer

sa connaissance des mécanismes économiques et des réalités sociales et, d'autre part, de prendre conscience de certains manquements dans sa pensée comme dans son action sur le terrain.

Les échelles

L'ampleur de la crise, financière d'abord puis économique, a bousculé les échelles de référence, monétaires et géographiques.

Les montants cités quotidiennement dans les médias ont passé l'an dernier du million au milliard d'unités monétaires. Des dizaines de milliards de dollars ont brûlé dans les fours de la spéculation, des centaines ont servi à financer des plans de sauvetage et de relance. Les banques centrales et internationales ont sorti des sommes dont on n'arrive plus à se représenter la contre-valeur réelle, au point de douter de